



Assemblée générale  
Conseil de sécurité

Distr.  
GÉNÉRALE

A/54/307  
S/1999/941  
8 septembre 1999  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS/ESAPGNOL/  
FRANÇAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
Cinquante-quatrième session  
Point 15 c) de l'ordre du jour provisoire\*  
ÉLECTION AUX SIÈGES DEVENUS VACANTS DANS LES  
ORGANES PRINCIPAUX : ÉLECTIONS DE CINQ  
MEMBRES DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

CONSEIL DE SÉCURITÉ  
Cinquante-quatrième année

CURRICULUM VITAE DES CANDIDATS PRÉSENTÉS PAR LES GROUPES NATIONAUX

Note du Secrétaire général

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION . . . . .	2
II. CURRICULUM VITAE . . . . .	3
AL-KHASAWNEH, Awn Shawkat . . . . .	3
BALANDA, Mikuin Leliel Gérard . . . . .	6
GUILLAUME, Gilbert . . . . .	12
HIGGINS, Rosalyn . . . . .	18
PARRA-ARANGUREN, Gonzalo . . . . .	22
RANJEVA, Raymond . . . . .	32
WEERAMANTRY, Christopher Gregory . . . . .	41

\* A/54/150.

## I. INTRODUCTION

Le Secrétaire général a l'honneur de soumettre à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité les curriculum vitae des candidats présentés par les groupes nationaux dans le cadre de l'élection de cinq juges de la Cour internationale de Justice qui aura lieu pendant la cinquante-quatrième session de l'Assemblée générale. La liste des candidats présentés est publiée sous la cote A/54/307-S/1999/941. La composition de la Cour et la procédure de vote à suivre à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité figurent dans un mémorandum du Secrétaire général (A/54/305-S/1999/939).

## II. CURRICULUM VITAE

AL-KHASAWNEH, Awn Shawkat

(Jordanie)

[Original : anglais]

Awn Shawkat Al-Khasawneh est né le 22 février 1950 à Amman. Il a fait ses études primaires et secondaires au Collège islamique d'Aman et ses études supérieures à l'Université de Cambridge (Queens' College) où il a obtenu une licence d'histoire et une licence de droit, puis une maîtrise de droit et une autre de droit international.

Il est entré en 1975 dans la diplomatie jordanienne et a occupé de 1976 à 1980 les postes de Deuxième, puis de Premier Secrétaire à la Mission permanente de la Jordanie auprès de l'Organisation des Nations Unies (New York). De 1980 à 1985, il a été responsable des organisations internationales et du droit international au Ministère des affaires étrangères. De 1985 à 1990, il a dirigé le Département juridique du Ministère des affaires étrangères. Détaché en 1990 auprès de la Cour royale, il est devenu le Conseiller juridique du Prince héritier El-Hassan bin Talal. Le rang d'Ambassadeur lui a été conféré en 1992 et il a été nommé en 1995 Conseiller du Roi et Conseiller d'État pour le droit international, avec rang de Ministre. De 1996 à 1998, il a dirigé la Cour royale.

Depuis 1976, M. Al-Khasawneh a représenté la Jordanie à 18 sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies (Sixième Commission, questions juridiques). Il a également été le suppléant en 1981 et 1982 du représentant de la Jordanie au Conseil de sécurité. Il a fait partie de la plupart des délégations jordanienes aux réunions tenues de 1980 à 1988 par la Ligue des États arabes, le Mouvement des pays non alignés et l'Organisation de la Conférence islamique. Il a été membre et conseiller juridique de la délégation jordanienne aux pourparlers pour la paix au Moyen-Orient de 1991 à 1994.

Dans le domaine de la codification et du développement progressif du droit international, M. Al-Khasawneh a représenté la Jordanie aux conférences et comités suivants :

Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre la prise d'otages, 1977-1980.

Conférence des Nations Unies sur la succession d'États en matière de traités, deuxième session, 1978.

Conférence des Nations Unies sur la succession d'États en matière de biens, archives et dettes d'État, 1982.

Conférence des Nations Unies sur les traités entre États et organisations internationales ou entre organisations internationales, 1986; élu à la présidence du Comité de rédaction.

/...

Conférence de Rome sur l'élaboration d'une Convention sur la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime, 1988.

#### Mandats électifs divers

Membre de la Commission arabe du droit international, 1982-1989.

Membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, Commission des droits de l'homme, 1984-1993.

Présidence de la Sous-Commission, 1993.

Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur les transferts forcés de population considérés sous l'angle des droits de l'homme.

Président de la Commission IV de la Conférence générale de l'UNESCO, 1993.

Membre depuis 1986 de la Commission du droit international.

Membre de la Commission royale de Jordanie sur la réforme juridique et administrative, 1994-1996.

Président du Groupe national jordanien sur l'application du droit international humanitaire, 1988.

#### Publications

Trois rapports sur les transferts forcés de population considérés sous l'angle des droits de l'homme soumis à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, 1993-1997. Les rapports ont été approuvés par la Commission des droits de l'homme et par le Conseil économique et social.

"General Principles and Methods for Executing a New Convention" in Environmental Protection and the Law of War. Glen Plant, éd. (Londres; New York; Bellhaven Press, 1992).

"The International Law Commission and Middle East Waters" in Waters in the Middle East: Legal Political and Commercial Implications. J. A. Allan et Chibli Mallat, éd. (Londres; New York; I.B. Tauris Publishers, 1995).

#### Activités professionnelles et universitaires

Membre de l'International Law Association, Committee on Maritime Neutrality, 1994.

Membre du Comité de rédaction du Palestine Yearbook of International Law.

Membre du Conseil du Centre du droit islamique et moyen-oriental, School of Oriental and African Studies (Institut d'études orientales et africaines), Université de Londres.

Enseignement et participation à des séminaires dans des universités, notamment à Oxford, Cambridge, Londres, Genève et en Jordanie.

Distinctions

Ordre jordanien de l'Istiqlal (première classe), 1993.

Ordre jordanien du Kawkab (première classe), 1996.

Ordre jordanien de la Nahda (première classe), 1996.

Grand officier de la Légion d'honneur française, 1997.

BALANDA, Mikuin Leliel Gérard  
(République démocratique du Congo)

[Original : français]

Biographie

Lieu et date de naissance : Kinshasa, 12 septembre 1939

État civil : Marié

Études universitaires et grades académiques

Docteur en droit, Université de Bruxelles, 1965.

Licencié spécial en droit international (Études post-universitaires d'une durée de deux ans), Université de Bruxelles, 1966.

Candidat en philosophie et lettres, Université de Liège, 1961.

Études secondaires

Humanités anciennes (latin, sciences), Collège des Pères jésuites, Kiniati (1952-1958).

Fonctions exercées

Enseignement universitaire

Professeur à la faculté de droit de l'Université nationale du Zaïre devenue Université de Kinshasa (de 1976 à ce jour).

Professeur à l'Université officielle du Congo, de 1970 à 1976.

Professeur associé à l'Université officielle du Congo (1968-1969).

Chef de travaux à l'Université officielle du Congo (1967-1968).

Enseignement du droit international public et des organisations internationales ainsi que des relations internationales (1967 à ce jour).

Vice-Doyen de la faculté de droit de l'Université nationale du Zaïre lors de la création de cette université (1971-1973).

Directeur de l'Institut des Hautes études internationales de l'Université nationale du Zaïre (1970-1972).

Doyen de la faculté des sciences économiques, politiques, sociales et administratives de l'Université officielle du Congo (1970).

Barreau

Avocat près la cour d'appel de Lubumbashi (1967-1970).

Conseil de la Société nationale d'assurances (1967-1970).

Magistrature et autres fonctions

Premier Président de la Cour suprême de justice, octobre 1986-mai 1998.

Président de section à la Cour suprême de justice,  
novembre-1978 octobre 1986.

Juge à la Cour suprême de justice du Congo, février 1970-novembre 1978.

Président de la Commission permanente de réforme du droit zaïrois,  
février 1987-1998.

Président de la Sous-Commission permanente du droit judiciaire, 1980-1987.

Membre de la Commission permanente de réforme du droit de la République du Zaïre, de la création de cet organisme en 1971 à 1998.

Fonctions internationales

Fonctionnaire international du fonds belgo-congolais d'amortissement et de gestion, Bruxelles, 1965-1967.

Membre de la Commission de droit international commercial de l'Organisation des Nations Unies, 1968-1972.

Membre de la délégation du Zaïre auprès de la Cour internationale de Justice de La Haye lors de l'examen de l'affaire du Sahara occidental, juillet 1975.

Représentant du Zaïre à la Sixième Commission de l'Assemblée générale de l'ONU, 1978-1990.

Membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye, de février 1981 à ce jour.

Membre de la Commission du droit international, 1982-1987.

Membre du Groupe de travail spécial d'experts sur l'Afrique australe de la Commission des droits de l'homme, 1982 à décembre 1994.

Président du Groupe de travail spécial d'experts sur l'Afrique australe de la Commission des droits de l'homme, août 1987-décembre 1994.

Membre du Tribunal administratif de l'ONU, 1991 à novembre 1998.

Vice-Président du Tribunal administratif de l'ONU 1997-1998.

Coordonnateur pour l'Afrique centrale du projet de recherches sur "le droit international humanitaire et les traditions africaines" mené conjointement par l'Institut Henri Dunant de Genève et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

Initiateur du colloque sous-régional d'Afrique centrale sur le droit international humanitaire, organisé en 1987 et 1989 à Kinshasa, sous les auspices du CICR.

En collaboration avec le CICR, initiateur du séminaire sur le droit international humanitaire, organisé à la faculté de droit de l'Université de Kinshasa, de 1987 à ce jour.

#### Participation à des conférences internationales

Membre de la délégation du Zaïre à la conférence des chefs d'État d'Afrique centrale et orientale à Lusaka, 1968.

Membre de la délégation du Zaïre au quatrième Sommet de l'Organisation de l'unité africaine, tenu à Kinshasa, 1968.

Participation à l'Assemblée générale de l'ONU (1969, 1970, 1972, 1975, 1978, 1980, 1981, 1982, 1985, 1986, 1990, 1992, 1993 et 1994).

Membre de la délégation du Zaïre devant le Comité sur la discrimination raciale aux vingt et unième et vingt-deuxième sessions (Genève et New York, 1980).

Membre de la délégation du Zaïre à la Conférence ministérielle de l'OUA sur l'élaboration de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, Banjul, 1981.

Membre de la délégation du Zaïre à la conférence ministérielle et au dix-huitième Sommet de l'OUA, à Nairobi, juin 1981.

Membre de la délégation du Zaïre à la 43e session de la Commission des droits de l'homme, Genève, 1987 et aux sessions ultérieures en 1990, 1993 et 1995.

Chef de la délégation du Zaïre à la conférence de l'ACCT sur la coopération juridique et judiciaire, Paris, 1986.

Chef de la délégation du Zaïre à la conférence internationales sur les hautes juridictions administratives, Helsinki, 1989.

Membre de la délégation du Zaïre au XIXe Congrès de l'Institut international de droit d'expression française (IDEF), Yaoundé, 1988.

Participation au XXe Congrès de l'IDEF, Paris, 1989.

Participation au séminaire des droits de l'homme, organisé par la Commission internationale des juristes et la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, Ouagadougou, mars-avril 1995.

Délégué à la conférence d'experts indépendants, organisée par la Commission internationale des juristes sur la création d'une cour africaine des droits de l'homme et des peuples, Le Cap (Afrique du Sud), juillet-août 1995.

Participation au congrès constitutif de l'Association des cours constitutionnelles des pays ayant le français en partage (AAPF), Paris, avril 1997.

Membre du groupe d'observateurs internationaux des élections législatives au Cameroun (mai 1997), pour le compte de l'Organisation internationale de la francophonie.

Délégué à la deuxième Conférence mondiale sur les droits de l'homme, Vienne, 14-15 juin 1993.

#### Principales publications

##### Droits de l'homme et droit international humanitaire

La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, Revue autrichienne de droit international, 1984.

L'apartheid et le crime de génocide, ONU, Genève, août 1984 (E/CN.4/AC.22/1984/810 et Add.1).

Le droit à la vie, étude publiée par l'Association de consultants internationaux en droits de l'homme (Bruxelles, Bruylant, 1986).

Le Protocole de Genève du 17 juin 1925 et l'interdiction de l'emploi des gaz asphyxiants, UNIDIR, Genève, 1985.

Problématique du projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité, exposé à la dix-neuvième session d'un séminaire organisé lors de la trente-cinquième session de la Commission du droit international de l'ONU, juillet 1983.

Les droits de l'homme dans l'administration de la justice, "Revue de la faculté de droit de l'Université de Kinshasa" (sous presse).

L'intégration régionale en Afrique, cours dispensé dans le cadre du séminaire organisé par l'UNITAR, Yaoundé, novembre 1984.

Droits de l'homme et droit international dans la crise de la partie est du Zaïre, 1997.

Droits de l'homme et droits des peuples, convergences et dichotomie, 1997.

Droit international public et relations internationales

Fonds belgo-congolais d'amortissement et de gestion. Contribution à l'étude des établissements publics internationaux (225 pages) (Publication de l'Université officielle du Congo, 1968, vol. XXII).

Les fonctions diplomatiques et internationales (Cours de licence, 1969, Université officielle du Congo).

Histoire des relations internationales (Cours de licence, 1969, Université officielle du Congo).

Droit consulaire et style diplomatique, (Cours de licence, 1969, Université officielle du Congo).

Les organisations internationales 4e éd., (Cours de licence, de droit de l'Université de Kinshasa, 1997).

Droit international de la coopération (Cours de niveau postuniversitaire (DES), Université de Kinshasa, 1985).

Le statut de la loi étrangère, revue juridique du Zaïre, 1985.

"La responsabilité pénale internationale des États et l'oeuvre de la Commission du droit international de l'ONU", Revue africaine de droit international.

Organisations internationales, (sous presse, 1999).

Droit constitutionnel et judiciaire

Le nouveau droit constitutionnel zaïrois et le droit international, 350 p. Paris, Nouvelles éditions africaines, 1972.

L'organisation judiciaire traditionnelle au Zaïre au lac Léopold II (Centre d'histoire et d'ethnologie juridique de l'Institut de sociologie E. Solvay de l'Université libre de Bruxelles, 1969).

Les tribunaux de paix et leur évolution au Zaïre, Revue juridique du Zaïre, février 1985.

Compétence et procédure administrative de la Cour suprême de justice du Zaïre, communication présentée à la conférence internationale des hautes juridictions administratives, Helsinki, juin 1989.

Les offenses au chef de l'État et la Cour suprême de justice, Revue juridique du Zaïre, 1996.

Autres publications

Contrat d'entreprise clefs en main, le cas du Zaïre, Revue de l'IDEF,  
Paris, 1988.

Contrat de travail au Zaïre, Revue de l'IDEF, Paris, 1989.

Appartenance à des sociétés savantes

Membre de la Société française de droit international.

Membre de l'Association internationale de droit pénal (France).

Langues

Français (langue officielle).

Anglais (parlé et écrit couramment).

GUILLAUME, Gilbert

(France)

[Original : français]

Né à Bois-Colombes (France), le 4 décembre 1930.

Diplômes

Licencié en droit (Université de Paris).

Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris.

Diplômé d'études supérieures d'économie politique et de science économique (Université de Paris).

Ancien élève de l'École nationale d'administration.

Fonctions actuelles

Juge à la Cour internationale de Justice (depuis le 14 septembre 1987).

Fonctions antérieurement exercées

Membre du Conseil d'État en qualité d'auditeur (1957), puis Maître des requêtes (1963), enfin Conseiller d'État (jusqu'en 1996).

Conseiller juridique du Secrétariat général à l'Aviation civile (1968 à 1979); représentant de la France au Comité juridique de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) (1968-1979) et Président de ce comité (1971-1975); représentant de la France à la Commission juridique de l'Assemblée de l'OACI (1968, 1971, 1974, 1977); délégué aux conférences diplomatiques sur la répression de la capture illicite d'aéronefs (La Haye, 1970), la répression des actes illicites dirigés contre l'aviation civile (Montréal, 1971) et la sécurité aérienne (Rome, 1973); Président de la Conférence diplomatique sur la responsabilité contractuelle du transporteur aérien (Montréal, 1975); Chef de la délégation française aux conférences diplomatiques sur la responsabilité du transporteur à l'égard des tiers (Montréal, 1978) et le non-recours à la force contre les aéronefs (Montréal, 1984).

Président de la Commission de conciliation de l'Organisation de coopération et de développement économiques (1973-1978); membre de la Commission de recours de l'Agence spatiale européenne (1975-1978); Directeur des affaires juridiques de l'Organisation de coopération et de développement économiques (1979).

Directeur des affaires juridiques au Ministère français des affaires étrangères (1979-1987).

Représentant de la France dans de nombreuses affaires dont étaient saisies la Cour de justice des Communautés européennes, la Commission européenne et la Cour européenne des droits de l'homme et diverses autres entités.

/...

Représentant de la France à la Commission centrale pour la navigation sur le Rhin (1979-1987); Président de la Commission (1981-1982).

Représentant de la France au Comité consultatif juridique afro-asiatique (1980-1987).

Représentant de la France à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies (Sixième Commission) (1982-1987); Chef de la délégation française à la Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1982), la Conférence des Nations Unies sur la succession d'États en matière de biens, d'archives et dettes d'État (Vienne, 1983) et la Conférence des Nations Unies sur les traités entre États et organisations internationales ou entre organisations internationales (Vienne, 1986).

#### Expérience en matière d'arbitrage

Membre de la Cour permanente d'arbitrage (depuis 1980).

Membre de la Cour d'arbitrage de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

Arbitre désigné par l'Organisation européenne de télécommunications par satellite (EUTELSAT), la Chambre de commerce internationale, le Centre régional d'arbitrage commercial de Kuala Lumpur et le Centre régional africain d'arbitrage commercial (Le Caire), ces deux dernières entités ayant été créées sous les auspices du Comité consultatif juridique afro-asiatique.

Conciliateur et arbitre, Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements.

Président de la Commission de recours de l'Organisation européenne de télécommunications par satellites (EUTELSAT).

#### Expérience en matière d'enseignement

Ancien maître de conférences à l'Institut d'études politiques de l'Université de Paris, à l'École nationale d'administration, à l'École nationale de l'aviation civile et à l'Institut international d'administration publique.

#### Publications

"Les commissions de recours des organisations européennes coordonnées", Études et documents, 1969, p. 73.

"L'évolution du système monétaire international et l'application des conventions sur la responsabilité contractuelle", Revue française de droit aérien, 1975, p. 137.

"Le Comité juridique de l'Organisation civile internationale (OACI)", Revista del Centro de Investigación y Difusión Aeronáutico Espacial (Montévidéo), 1976, p. 19.

Le terrorisme aérien (Paris, Pedone, 1977).

"Location, affrètement et banalisation d'aéronefs en exploitation internationale", Revue française de droit aérien, 1978, p. 395.

"La responsabilité des services de contrôle de la circulation aérienne", Annales de droit aérien et spatial, (Université McGill, Montréal), tome III, 1978.

"L'Organisation de coopération et de développement économiques et l'évolution récente de ses moyens d'action", Annuaire français de droit international, 1979, p. 75.

Antarctic Resources Policy - Scientific, Legal and Political Issues, (Cambridge University Press), p. 185.

"La délimitation des espaces maritimes français", Perspectives du droit de la mer à l'issue de la troisième Conférence des Nations Unies (Pedone, 1983).

Les forces de maintien de la paix des Nations Unies, problèmes juridiques, (Académie diplomatique internationale, 1984).

"La non-intervention dans les affaires intérieures des États (article 2, paragraphe 7, de la Charte des Nations), La Charte des Nations Unies - Commentaire, sous la direction de J. P. Cot et A. Pellet (Economica, Bruylant, 1985, 2e éd., 1991).

Codification in International Law (University College, Londres, 1986), p. 875.

"Preuves et mesures d'instruction devant la juridiction internationale permanente". La juridiction internationale permanente (Paris, Pedone, 1987).

"Liberalización : la comunidad económica europea. Experiencia y perspectivas". Conferencia latino-americana, Transporte aéreo internacional y actividades en el espacio ultraterrestre, Mexioco, août 1988.

"Le tunnel sous la Manche, le cadre juridique. Le traité et la concession". Annales des mines, 1988, No 5, p. 15.

"La France et les détroits internationaux", Académie de marine, communications et mémoires, 1989, No 2, p. 5.

"La Cour internationale de Justice. Crise ou renouveau?" Quatrième Conférence commémorative Louis Bloomfield. (Montréal, Association de droit international, 1989).

"La direction des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères", dans Guy Ladreit de Lacharrière et la politique juridique extérieure de la France (Masson, 1989), p. 167.

"Terrorisme et droit international", Recueil des cours (Académie de droit international de La Haye, 1989), III, tome 215. p. 287 à 416.

"Souveraineté et juridictions internationales", La souveraineté à l'aube du IIIe millénaire, (Presses universitaires de France, 1990), p. 54.

"Détroits internationaux et droit aérien" Annales de droit aérien et spatial (Université McGill, Montréal), tome XV, 1990, p. 75.

"Sanctions économiques et blocus de l'Iraq", Communications et mémoires (Académie de marine, 1990, No 3).

"L'Antarctique et le droit de la mer", Communications et mémoires (Académie de marine, 1990-1991, No 3).

"La politique des États à l'égard du règlement par tierces parties", Thésaurus acroasium (Salonique, 1991), p. 348 à 376.

"L'unification allemande – Succession aux traités et droit communautaire". L'Europe et le droit, Mélanges en hommage au Professeur Boulois (Paris, Dalloz, 1991), p. 311.

"Le statut de l'Antarctique. Réflexions sur quelques problèmes récents", Mélanges en l'honneur du Professeur René-Jean Dupuy (1991), p. 171.

"Droit international et action diplomatique. Le cas de la France", Journal européen de droit international, vol. 2, No 1, 1991, p. 136.

"Conflicts of National Competition Laws", Beyond 1992, Implications and Prospects for World Action, Colloque de l'IATA (Budapest, 1991), p. 38.

"L'administration de la justice internationale, Revue française d'administration publique, 1991 (57), p. 135.

Les subdivisions internes des juridictions internationales (Institut des hautes études internationales, Pedone, 1992).

"La compétence universelle, Formes anciennes et nouvelles", Mélanges en l'honneur du Professeur Levasseur (1992), p. 22 à 36.

"L'ingérence humanitaire, Inventaire du droit positif, Revue des deux mondes, juin 1993.

Les grandes crises internationales et le droit (318 pages) (collection Points-Essais, éditions du Seuil, 1994). Traduction en espagnol Las grandes Crisis Internacionales y el Derecho, Barcelone, Ariel, 1995.

"Transformations du droit international et jurisprudence de la Cour internationale de Justice", Les nouveaux aspects du droit international, colloque de Tunis, avril 1994 (Paris, Pedone, 1994), p. 175.

"Les perspectives du droit de la mer à la suite de l'entrée en vigueur de la convention de Montego Bay", Communications et Mémoires de l'Académie de Marine, 1994-1995 (1), p. 83 à 95.

"Le droit à la vie. L'article 2 de la convention européenne des droits de l'homme et son protocole No 6", La Convention européenne des droits de l'homme (Economica, 1995), p. 143.

"Les juges français à la Cour internationale de Justice". La France et l'ONU depuis 1945 (Paris, éditions Le Seuil, 1995), p. 217.

"Enforcement of Decisions of the International Court of Justice", Perspectives on International Law dedicated to Judge Manfred Lachs (Kluwer International, 1995), p. 275.

"The Future of International Judicial Institutions, International and Comparative Law Quarterly (Londres, 1995), p. 849.

"La France et la Cour internationale de Justice", L'Internationalité dans les institutions et le droit – Études offertes à Alain Plantey (Paris, Pedone, 1995), p. 119.

"Les traités devant les formations administratives du Conseil d'État", Mélanges en l'honneur de Guy Braibant (Paris, Dalloz, 1996), p. 353.

"La Cour internationale de Justice – quelques propositions concrètes à l'occasion du cinquantenaire" Revue générale de droit international public, 2/1996, p. 323.

"De l'exécution des décisions de la Cour internationale de Justice", Revue suisse de droit international et de droit européen, 4/1997, p. 431.

"La crise financière des Nations Unies et la Cour internationale de Justice", L'Observateur des Nations Unies, 1998.

"Le terrorisme international", Répertoire international Dalloz, 1998.

"L'introduction et l'exécution dans les ordres juridiques des États des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies prises en vertu du Chapitre VII de la Charte – le cas de la France", Académie internationale de droit comparé, XVe Congrès, Bristol, Revue internationale de droit comparé, 2/1998, p. 539.

"Le droit au juge", Colloque de l'Institut du droit de la paix et du développement de l'Université de Nice, Conclusions générales (Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1998).

"De l'indépendance des membres de la Cour internationale de Justice", Mélanges en l'honneur de Boutros Boutros-Ghali (1998).

"La cause commune devant la Cour internationale de Justice", Mélanges en l'honneur de Mohammed Bedjaoui (à paraître).

"Les déclarations jointes aux décisions de la Cour internationale de Justice", Mélanges en l'honneur de José Maria Ruda (à paraître).,

Le juge international et la codification – La codification en droit international (Paris, Pedone, à paraître).

"Le désistement et le non-lieu dans la jurisprudence de la Cour internationale de Justice", Essays in honour of Bengt Broms (à paraître).

#### Activités scientifiques

Membre associé de l'Institut de droit international.

Vice-Président de la Société française pour le droit international.

Président d'honneur de la Société française de droit aérien et spatial.

Président de la Branche française de l'Association de droit international (International Law Association – ILA).

Membre de l'Institut international de droit spatial.

Membre de l'Institut international de droit d'expression française (IDEF).

Membre de l'Académie de marine.

Membre de l'Académie de l'air et de l'espace.

Membre du Comité scientifique de la Revue générale de droit international public.

Membre du Comité de rédaction de l'Annuaire français de droit international.

Président du Comité de direction de la Revue française de droit aérien et spatial.

#### Décorations

Officier de la Légion d'honneur.

Chevalier de l'Ordre national du Mérite.

Commandeur des Arts et des Lettres.

Chevalier du Mérite agricole et du Mérite maritime.

Médaille de l'Aéronautique.

Diverses décorations étrangères.

HIGGINS, Rosalyn

(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

[Original : anglais]

Née à Londres le 2 juin 1937. Mariée. Mère d'une fille et d'un fils.

Études

BA (Cantab) (classe 1), 1959.

LL.B (Cantab) (classe 1), 1962.

JSD (Yale), 1962.

MA (Cantab), 1962.

Docteur honoris causa des universités ci-après : Paris XI (1980), Dundee (1992), Durham et London School of Economics (1995), Cambridge, Kent, Essex, Sussex, Greenwich et London City University (1996), Birmingham, Leicester et Glasgow (1997).

Commonwealth Fund (Harkness) Fellowship (1959-1961).

Graduate Fellow, Yale Law School (1959-1961).

Bref résumé des activités professionnelles

Juge à la Cour internationale de Justice depuis le 12 juillet 1995.

Stagiaire du Royaume-Uni, Bureau des affaires juridiques, Organisation des Nations Unies (1958).

Chercheur invité, Brookings Institution, Washington DC (1960).

Chargée de recherche (études internationales), London School of Economics (1961-1963).

Spécialiste du droit international, Royal Institute of International Affairs (1963-1974).

Chargée de cours, London School of Economics (1974-1978).

Professeur de droit international à l'Université du Kent, à Canterbury (1978-1981).

Professeur de droit international à l'Université de Londres (1981-1995).

Conseillère de la Couronne (1986); Membre du Corps de doyens de l'Inner Temple (1989).

Membre du Comité des droits de l'homme en vertu du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (1984-1995); Rapporteur spécial pour les nouvelles affaires (1989-1991).

Associé de l'Institut de droit international (1987), membre en 1991. Auteur du rapport de l'Institut intitulé "Legal Consequences for Member States of the Non-Fulfilment by International Organizations of Their Obligations to Third Parties" (1995).

Chargée de cours de droit international général à l'Académie de droit international de La Haye (1991).

Présidente du Conseil consultatif pour le droit international public du British Institute of International and Comparative Law (depuis 1992).

Vice-Présidente honoraire de l'American Society of International Law (1993)  
Membre du Comité de rédaction de l'American Journal of International Law (1975-1985), du British Yearbook of International Law et du Journal of Energy and Natural Resources Law.

Conseillère de la Couronne et membre du Corps des doyens de l'Inner Temple, spécialiste du droit international public et du droit relatif aux hydrocarbures.

A exercé la profession d'avocat auprès des tribunaux anglais et de plusieurs tribunaux internationaux, y compris la Cour internationale de Justice, la Cour européenne des droits de l'homme et la Cour de justice des Communautés européennes.

Conseil auprès du Conseil international de l'étain pour plusieurs affaires au Royaume-Uni.

Conseil dans les affaires suivantes auprès de la Cour internationale de Justice :

- Litige territorial (Jamahiriya arabe libyenne/Tchad);
- Affaire relative au Timor oriental (Portugal c. Australie);
- Question de l'interprétation et de l'application de la Convention de Montréal de 1971 suite à l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni);
- Affaire relative au projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie/Slovaquie).

Présidente du Tribunal du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (Amco c. Indonésie).

Participe activement, depuis 1995, aux activités d'ordre judiciaire et administratif de la Cour internationale de Justice.

A prononcé des conférences sur les activités de la Cour internationale de Justice dans plusieurs pays depuis qu'elle est devenue membre de la Cour.

Distinctions et récompenses

Rockefeller Foundation Fellowship (1961).

British Academy Award (1977-1978).

Les volumes I et II de son ouvrage United Nations Peacekeeping lui ont valu le Certificat du mérite de l'American Society of International Law en 1971.

L'ouvrage Problems and Process lui a valu le Certificat du mérite de l'American Society of International Law en 1995.

Médaille Wolfgang Friedman pour sa contribution au droit international, Université Columbia (1985).

Ordre des Palmes académiques (1988).

Médaille Harold Weil, Université de New York (1995).

Dame Commandeur de l'Empire britannique (1995).

Médaille du mérite de la Yale Law School (1997) et médaille Manley O. Hudson (1998).

Membre à vie à titre honorifique de l'American Society of International Law (1992).

Publications

The Development of International Law through the Political Organs of the United Nations (1963).

Conflict of Interests: International Law in a Divided World (1965).

The Administration of the United Kingdom Foreign Policy through the United Nations (1966).

UN Peacekeeping: Documents and Commentary; vol. I, Middle East, 1969; vol. II, Asia, 1970; vol. III, Africa, 1980; vol. IV, Europe, 1981.

Law in Movement – Essays in Memory of John McMahon (éd., en collaboration avec James Fawcett) (1974).

"The Taking of Property by the State: Recent Developments in International Law", Recueil des cours (Académie de droit international de La Haye) vol. 176, 1982.

Liberté de circulation des personnes en droit international (éd., en collaboration avec Maurice Flory) (1988).

"International Law and the Avoidance, Containment and Resolution of Disputes"  
(cours de droit international général), Recueil des cours (Académie de droit  
international de La Haye), vol. 230, 1991.

Problems and Process: International Law and How We Use It (1994)

Divers ouvrages et articles sur la doctrine du droit international, le droit des  
Nations Unies, l'usage de la force, l'immunité de l'État et l'immunité  
diplomatique, les droits de l'homme et le droit international relatif aux  
hydrocarbures.

PARRA-ARANGUREN, Gonzalo

(Venezuela)

[Original : espagnol]

Né à Caracas le 5 décembre 1928.

Doctorat ès sciences politiques, avec mention Très honorable, de l'Université centrale du Venezuela (1950).

Études universitaires supérieures à l'Institut de droit interaméricain de l'Université de New York pour l'obtention de la maîtrise de droit et de jurisprudence comparés (1951-1952).

Doctorat en droit ("Doktor iuris"), avec mention Honorable, de LudwigMaximilians-Universität de Munich (Allemagne) (1955).

Professeur titulaire à l'Université centrale du Venezuela (enseignement du droit international privé depuis 1956); Professeur titulaire de la chaire de droit international privé à l'Université catholique Andrés Bello de Caracas depuis 1957.

Juge titulaire au deuxième Tribunal de commerce de première instance de la circonscription judiciaire du District fédéral et de l'État de Miranda, siégeant à Caracas (1956-1971); Juge assesseur de la Chambre de cassation civile, commerciale et sociale de la Cour Suprême de justice (1988-1992)  
Élu juge suppléant de la Chambre de cassation civile, commerciale et sociale de la Cour Suprême de justice (1992).

Fonctions d'arbitrage au Venezuela et à l'étranger (dans ce dernier cas, pour des questions de droit commercial international privé); plusieurs fois appelé à témoigner comme expert en droit vénézuélien devant des tribunaux étrangers.

A été membre de la Commission d'enquête constituée en 1985 par le Conseil d'administration de l'Organisation internationale du Travail (OIT) pour étudier la question de l'application par la République fédérale d'Allemagne de la Convention de 1958 concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession (Convention No 111 de l'OIT); s'est abstenu dans le rapport présenté en 1986.

Membre du Groupe national du Venezuela auprès de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye depuis 1985.

Membre des commissions législatives qui ont rédigé le titre relatif à la nationalité vénézuélienne, lors de l'élaboration de la Constitution adoptée en 1961, et le projet de principes généraux en matière de droit international privé (1963, révisé en 1965) et qui ont révisé les livres du Code du commerce relatifs aux créances et à la faillite (1963-1965).

Membre de la Commission consultative juridique du Ministère des relations extérieures depuis 1984; nommé membre du Conseil consultatif juridique du Congrès national en 1990.

Élu à l'Académie des sciences politiques et sociales (Caracas) en 1966; Président de l'Académie de 1993 à 1995.

Membre titulaire de l'Institut de droit international (élu en 1979); membre correspondant de l'Association uruguayenne de droit international (1978); membre correspondant de l'Association argentine de droit international (1981); membre correspondant de l'Académie nationale argentine du droit et des sciences sociales de Córdoba (1982); membre honoraire de l'Académie royale espagnole de jurisprudence et de législation de Grenade (1994); membre associé correspondant de l'Académie mexicaine de jurisprudence et de législation (1994); membre honoraire de l'Académie royale espagnole de jurisprudence et de législation de Madrid (1994).

A été membre du Conseil d'administration de l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT) (1982-1993).

A fait partie, à plusieurs reprises, du comité de rédaction de la revue du barreau du district fédéral de Caracas; a été membre du comité de rédaction du recueil du droit en vigueur publié à Caracas, membre du comité de rédaction de la revue de la Faculté de droit de l'Université catholique Andrés Bello de Caracas depuis le lancement de cette publication; membre du comité consultatif de la revue de droit commercial publiée à Caracas; correspondant de The Netherlands International Law Review depuis 1987.

A enseigné le Cours général de droit international privé à l'Académie de droit international de La Haye (1988); a donné diverses conférences à l'étranger : lors du centenaire de l'introduction de la codification et de l'établissement de la Cour de justice (Curaçao, 1969), dans le cadre du cours de droit international organisé par le Comité juridique interaméricain et la Fondation Getulio Vargas (Rio de Janeiro, 1978, 1979, 1982, 1988, 1992); à l'Académie de droit international de La Haye (conférence sur les nouveaux aspects de l'incompatibilité des législations et conventions en Amérique latine, 1979); à l'occasion des Journées du droit international (Salamanque, novembre 1992), du séminaire sur les principes devant régir les contrats commerciaux internationaux (Rome, décembre 1993), des journées d'étude sur la contribution des revues et ouvrages de droit international à l'unité du système juridique latinoaméricain (Rome, décembre 1993), de la huitième Réunion mondiale de la Société internationale de droit de la famille (Cardiff, juin 1994), du congrès "Children on the move" organisé par le Comité néerlandais de l'Année internationale de la famille et la Conférence de La Haye sur le droit international privé (La Haye, octobre 1994), du séminaire international sur l'adoption organisé par l'Institut colombien pour le bien-être de la famille (Bogota, juin 1995).

Coprésident de la Commission du droit international privé lors du seizième congrès de l'Association interaméricaine des avocats (Caracas, 1969).

Rapporteur des Premières journées latino-américaines de droit international à l'université catholique Andrés Bello de Caracas (1979) et du douzième Congrès de l'Institut hispano-luso-américain de droit international (Mérida, 1980).

Représentant du Venezuela au congrès de l'Association internationale des sciences juridiques et de la Société allemande de droit comparé (Trèves, 1961) et à la troisième session de la Commission mixte vénézuélo-espagnole (Madrid, 1974).

Sur le continent américain, a représenté le Venezuela à cinq conférences interaméricaines spécialisées sur le droit international privé (CIDIP), assurant également les fonctions de Vice-Président de la Deuxième Commission à la CIDIP-I (Panamá, 1975), de Président de la Deuxième Commission à la CIDIP-II (Montevideo, 1979), à la CIDIP-III (La Paz, 1984) et à la CIDIP-IV (Montevideo, 1989), et de Président de la Première Commission à la CIDIP-V (Mexico, 1994).

A fait partie des comités d'experts chargés respectivement de préparer la CIDIP-III (Washington, 1980) et la CIDIP-V (Tucson, 1993).

Représentant du Venezuela à plusieurs sessions de la Conférence de La Haye sur le droit international privé : treizième session (1976-1977), quatorzième session (1980), quinzième session (1984; également élu l'un des cinq vice-présidents); session extraordinaire (1985), seizième session (1988; également élu l'un des cinq vice-présidents); Commission spéciale préparatoire de la dix-septième session (1990-1992); dix-septième session (1993), Groupe de travail (avril 1994) et Commission spéciale (octobre 1994) chargés d'étudier la question de l'application aux mineurs réfugiés de la Convention de 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale; deuxième session de la Commission spéciale (juin 1995 sur la protection des mineurs et des majeurs incapables).

Rapporteur de la Commission spéciale et de la dix-septième session de la Conférence de La Haye sur le droit international privé; en cette qualité a rédigé le rapport préliminaire (1992) et le rapport explicatif de la Convention du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale.

A publié dans des revues vénézuéliennes et étrangères divers ouvrages et de nombreux articles sur le droit de la nationalité, le droit international privé proprement dit et la procédure civile internationale.

En 1996, élu juge à la Cour internationale de Justice pour terminer le mandat du juge Andrés Aguilar.

#### Ouvrages

"Die regel 'Locus Regit Actum' und die Formen der Testamente" (Munich, 1955).

"La Nacionalidad Venezolana Originaria", volumes I et II (Caracas, 1964).

"La Constitución de 1830 y los Venezolanos por Naturalización" (Caracas, 1969).

"Codificación del Derecho Internacional Privado en América" (Caracas, 1982).

"La Nacionalidad Venezolana : I. Antecedentes Históricos" (Caracas, 1983).

"La Influencia del Matrimonio sobre la Nacionalidad de la Mujer en la Legislación Venezolana" (Caracas, 1983).

"La Nacionalidad Venezolana : II. Problemas Actuales" (Caracas, 1983).

"Monografías Selectas de Derecho Internacional Privado" (Caracas, 1984).

"Ensayos de Derecho Procesal Civil Internacional" (Caracas, 1986).

"Curso General de Derecho Internacional Privado (Problemas Selectos)" (Caracas, 1991).

"Curso General de Derecho Internacional Privado. Problemas Selectos y Otros Estudios" (Caracas, 1992).

#### Articles divers

"El concepto de Fundación" (non publié), Caracas, 1950.

"Los derechos sucesorales del cónyuge sobreviviente", dans Revista de la Facultad de Derecho de la Universidad Central de Venezuela (RFDUCV), Caracas, 1956, No 9, p. 41 à 52.

"Proyecto del Título sobre Nacionalidad en la Constitución Venezolana de 1961" (avec la collaboration de Joaquín Sánchez-Covisa). Caracas, 1959.

"La Doble Nacionalidad", RFDUCV, Caracas, 1962, No 23, p. 47 à 76; "Revista de Derecho", Quito, 1964, No 2.

"La nacionalidad venezolana originaria en la Constitución del 23 enero de 1961", Boletín de la Biblioteca Rojas Astudillo, Caracas, 1963, vol. 13, p. 7 à 108.

"Orígenes sociológico-jurídicos de la nacionalidad venezolana", RFDUCV, Caracas, 1963, No 24, p. 79 à 120.

"Antecedentes del Código de Comercio", Código de Comercio de Venezuela. Concordado y anotado, publié par Oscar Lazo, Caracas, 1963.

"Proyecto de Ley de Normas de Derecho Internacional Privado" (avec la collaboration de Roberto Goldschmidt et Joaquín Sánchez-Covisa), Caracas, 1963.

"Origen y evolución del sistema angloamericano de Derecho internacional privado", Revista de Derecho y Legislación, Caracas, 1964, vol. 53, Nos 641 à 643, p. 187 à 262.

"Prueba de la capacidad matrimonial del extranjero en Venezuela", Revista de la Facultad de Derecho de la Universidad Católica Andrés Bello (RFDUCAB), Caracas, 1965, No 1, p. 118 à 165.

"Proyecto de Ley de Normas de Derecho internacional privado" (avec la collaboration de Roberto Goldschmidt et Joaquín Sánchez-Covisa), version révisée, Caracas, 1965.

"La función de la reciprocidad en el sistema venezolano del Exequatur", RFDUCV, Caracas, 1965, No 31, p. 39 à 122.

"Antecedentes de la Codificación Civil y el Derecho internacional privado venezolano (1810-1862)", RFDUCAB, Caracas, 1966, No 2, p. 77 à 143.

"El régimen de la nacionalidad derivada y la Constitución del 31 de diciembre de 1958", Revista del Colegio de Abogados del Distrito Federal (RCADF), Caracas, 1967, No 132, p. 106 à 160.

"La nacionalidad venezolana de los inmigrados en el siglo XIX", RFDUCAB, Caracas, 1969, No 7, p. 27 à 128.

"La nacionalidad venezolana en la Constitución de 1857", RFDUCAB, Caracas, 1970, No 10, p. 9 à 102.

"La influencia del matrimonio sobre la nacionalidad de la mujer en el Proyecto de Código Civil publicado en 1869", RFDUCAB, Caracas, 1970, No 11, p. 9 à 54.

"Los problemas de la nacionalidad venezolana durante la Guerra federal", Revista de la Facultad de Derecho de la Universidad del Zulia, Maracaibo, 1970, p. 189 à 273.

"Los preceptos atributivos de nacionalidad en la Constitución de 1864", RFDUCAB, Caracas, 1971, No 12, p. 9 à 128.

"El tratamiento procesal del derecho extranjero en los países de la América del Sur", Actas Procesales del Derecho Vivo (APDV), Caracas, 1971, No 2, p. 19 à 52; Boletín de la Academia de Ciencias Políticas y Sociales (BACPS), Caracas, 1971, 32e année, No 47, p. 41 à 72.

"La Ley de naturalización de 1865 y la Constitución Federal de 1864", RFDUCAB, Caracas, 1972, No 13, p. 9 à 116.

"La Citación de los No Presentes en la República", RFDUCAB, Caracas, 1973, p. 9 à 147.

"Nuevos antecedentes sobre la Codificación Civil venezolana (1810-1862)", La Codificación de Páez. Tomo I (Código Civil de 1862), Caracas, 1974.

"Los precedentes venezolanos del Códigos Bustamante", RFDUCAB, 1974, No 17, p. 9 à 118.

"La Revisión del Código Bustamante", RFDUCAB, Caracas, 1974, No 18, p. 9 à 132.

"El Código Bustamante: su vigencia en América y su posible ratificación por España", Libro Homenaje al Doctor Luis Loreto, Caracas, 1975, p. 201 à 282.

"Las obligaciones extracontractuales en Derecho internacional privado", RFDUCAB, Caracas, 1975, No 20, p. 9 à 65.

"La Segunda Conferencia Especializada Interamericana sobre Derecho internacional privado (CIDIP-II), APDV, Caracas, 1979, vol. XXXII, Nos 94 à 96, p. 83 à 147.

"El impacto del proceso de Integración Económica Latinoamericana sobre las normas convencionales de Derecho internacional privado", RFDUCAB, Caracas, 1979, No 26, p. 9 à 62.

"Recent Developments of Conflict of Laws Conventions in Latin America", "Recueil des Cours", vol. 164, 1979, III, p. 55 à 170.

"La Comunidad Hispano-Luso-Filipina y la Convención Interamericana de Normas Generales de Derecho internacional privado (Montevideo, 1979)", Madrid, 1979.

"La Convención Interamericana de Normas Generales de Derecho internacional privado (Montevideo, 1979)", "Anuario Jurídico Interamericano. 1979", Washington, 1979, p. 157 à 186.

"La nacionalidad venezolana de los hijos adoptivos", RCADF, Caracas, 1980, No 142, p. 13 à 58.

"Las seis convenciones suscritas en Panamá (1975) sobre Derecho internacional privado", RFDUCAB, Caracas, 1980, No 27, p. 9 à 40.

"Los efectos de la naturalización venezolana del padre sobre los hijos menores de edad", RCADF, Caracas, 1980, No 143, p. 15 à 80.

"Las tentativas de codificación del Derecho internacional privado en la Comunidad Hispano-Luso-Americana y las Filipinas", APDV, Caracas, 1980, vol. XXXIV, Nos 100 à 102, p. 161 à 190.

"La celebración del matrimonio conforme al Derecho internacional privado venezolano", RCADF, Caracas, 1981, No 144, p. 11 à 116.

"Perspectiva histórica de los efectos de la naturalización venezolana del progenitor sobre sus hijos menores de edad", RFDUCAB, Caracas, 1981, No 28, p. 9 à 151.

"Análisis histórico de los efectos automáticos del matrimonio sobre la nacionalidad de la mujer casada en Venezuela (1821-1947)", RFDUCAB, Caracas, 1982, No 29, p. 9 à 129; RFDUCAB, Caracas, 1982, No 30, p. 9 à 134.

"Proyecto de Convención Interamericana sobre Competencia en la esfera Internacional para la eficacia extraterritorial de las sentencias extranjeras", "Curso de Derecho Internacional", vol. I, Washington, 1983, p. 427 à 444.

"Proyecto de Protocolo Adicional a la Convención Interamericana sobre Recepción de Pruebas en el Extranjero, aprobada por la CIDIP-I en Panamá en 1975", "Curso de Derecho internacional", vol. I, Washington, 1983, p. 445 à 459.

"Das venezolanische Adoptionsgesetz vom 16. August 1983" (traduit en allemand par Erik Jayme), "Praxis des internationalen privat- und Verfahrensrechts", Regensburg, vol. 4, 1984, p. 230 et 231.

"La influencia del matrimonio sobre la nacionalidad venezolana de la mujer en la Constitución del veintitrés de enero de 1961", "Libro Homenaje al Doctor Eloy Lares Martínez", Caracas, 1984, vol. II, p. 1007 à 1085.

"El juicio previo de exequatur y la eficacia de las sentencias extranjeras en Venezuela", RFDUCAB, Caracas, 1984, No 31, p. 9 à 149.

"Los trabajos preparatorios de la Tercera Conferencia Especializada Interamericana sobre Derecho Internacional Privado (La Paz, 1984)", RFDUCAB, Caracas, 1984, No 32, p. 73 à 112; "Revista Análisis", Caracas, 1984, No 206, p. 1 à 28.

"La Tercera Conferencia Especializada Interamericana sobre Derecho Internacional Privado (La Paz, 1985)", RFDUCAB, 1985, No 33, p. 9 à 112; 1985, No 34, p. 9 à 99.

"La Codificación Global del Derecho Internacional Privado Americano (1826-1940)" "Cuadernos de Derecho Público", No 8, Mérida, 1987, p. 81 à 99.

"Autoridades Competentes para permitir eficacia extraterritorial a los actos extranjeros en Venezuela", Revista de la Facultad de Ciencias Jurídicas y Políticas de la Universidad Central de Venezuela (RFCJUCV), 1985, No 64, p. 11 à 116.

"Codificación in America with particular reference to the Third Specialized Inter-American Conference on Private International Law (CIDIP-IIID) (La Paz, 1984)", "International Law at the Time of its Codification. Essays in Honour of Roberto Ago", vol. IV, Milan, 1987, p. 227 à 247.

"El derecho Procesal Civil Internacional venezolano y su reforma en 1986", Revista del Colegio de Abogados del Estado Nueva Esparta, Caracas, 1986, No 1, p. 23 à 51; "Conferencias sobre el Código de Procedimiento Civil", Caracas, 1986, p. 145 à 170; RFDUCAB, 1987, No 38, p. 187 à 214.

"Legislación Uniforme sobre la Compra-venta Internacional de Mercaderías", RFDUCAB, 1986, No 35, p. 9 à 89.

"La Conferencia de La Haya sobre Derecho Internacional Privado", RFDUCAB, 1987, No 37, p. 169 à 298.

"La Codificación Global del Derecho Internacional Americano (1826-1940)", Cuadernos de Derecho Publico, Universidad de los Andes, Facultad de Ciencias Jurídicas y Políticas, Departamento de Derecho Público, Mérida, 1987, No 8, p. 81 à 99.

"La existencia y la Desaparición de las Personas Físicas en el Derecho Internacional Privado Venezolano", RFCJUCV, 1988, No 69, p. 957.

"Die venezolanische Zivilprozessordnung von 1987 – Internationales Zivilprozessrecht" (traduit en allemand par Erik Jayme et Eugenio Hernández-Breton), Praxis des internationalen Privat- und Verfahrensrechts, Regensburg, 1989, p. 326 à 328.

"General Course of Private International Law: Selected Problems", "Recueil des cours de l'Académie de droit international (La Haye)", vol. 210, 1988-III, p. 9 à 223.

"La solicitud para obtener el exequatur de las sentencias extranjeras en Venezuela", RFDUCAB, 1988, Nos 39 et 40, p. 245 à 359.

"The Fourth Inter-American Specialized Conference on Private International Law (CIDIP-IV, Montevideo, 9-15 July, 1989)", "Netherlands International Law Review", vol. XXXVI, 1989, p. 269 à 274; "Conflits et harmonisation – Kollision und Vereinheitlichung – Conflicts and Harmonization. Mélanges en l'honneur d'Alfred von Overbeck", Fribourg, Suisse, 1990, p. 155 à 175.

"La Cuarta Conferencia Interamericana sobre Derecho Internacional Privado (CIDIP-IV, Montevideo, 9-15 de julio, 1989)", RFCJPUCV, 1990, No 75, p. 97 à 186.

"La Convención Interamericana sobre Restitución Internacional de Menores", "XV Jornadas Dr J. M. Domínguez Escovar. Derecho de Familia. Barquisimeto, 3 al 6 de enero de 1990", Barquisimeto, Estado Lara, 1990, p. 245-257; "200 Años del Colegio de Abogados. Libro Homenaje", tome II, Caracas, 1989, p. 307 à 324.

"La Convención de las Naciones Unidas sobre les letras de cambio internacionales y pagarés internacionales", RFDUCAB, 1991, No 41, p. 11 à 235.

"El Reenvío en el Derecho Internacional Privado venezolano", RFCJPUCV, 1991, No 79, p. 139 à 240.

"Las recientes modificaciones del Derecho Internacional Privado en América", RFDUCAB, 1991, No 43, p. 344 à 357.

"The latest developments of Private International Law in America", "Netherlands International Law Review", vol. XXXIX, 1992, p. 229 à 241.

"International Co-operation and Protection of Children in Respect of Intercountry Adoption. Preliminary Draft Convention adopted by the Special Commission and Report by G. Parra-Aranguren. Preliminary Document No 7 of September 1992 for the attention of the Seventeenth Session", La Haye, 1992.

"El Centenario de la Conferencia de La Haya de Derecho Internacional Privado" RFCJPUCV, 1992, No 85, p. 75 à 99.

"The Centenary of The Hague Conference on Private International Law", "Études de droit international en l'honneur de Pierre Lalive", Basilea – Francfort-sur-le-Main, 1993, p. 97 à 112.

"La Importancia del Instituto Internacional para la Unificación del Derecho Privado (UNIDROIT) en la futura uniformidad jurídica del Hemisferio Americano", RFCJPUCV, 1992, No 86, p. 33 à 73.

"La Restitución de Menores en el Derecho Convencional Americano, "Hacia un Nuevo Orden Internacional y Europeo. Estudios en Homenaje al Profesor Manuel Díez de Velasco", Madrid, 1993, p. 1401 à 1418.

"Hague Conference on Private International Law. Convention of 29 May 1993 on Protection of Children and Co-Operation in Respect of Intercountry Adoption. Text adopted by the Seventeenth Session and Explanatory Report by G. Parra-Aranguren". Édition provisoire, La Haye, 1994.

"La reciente evolución del Derecho internacional privado en el hemisferio americano (1960-1992)", La Escuela de Salamanca y el Derecho Internacional en América. Del Pasado al Futuro, Salamanque, 1993, p. 227 à 244; "Liber Amicorum. Homenaje a la Obra Científica y Docente del Profesor José Muci Abraham", Caracas, 1994, p. 537 à 569.

"El 'Sistema de Derecho Romano Actual' de Federico Carlos de Savigny y sus antecedentes doctrinarios en Alemania", RFDUCAB, 1994, No 49, p. 127 à 223.

"Aspectos de Derecho Internacional Privado de los Principios para los Contratos Mercantiles Internacionales elaborados por el UNIDROIT", RFCJPUCV, No 91, p. 169 à 180.

"An Overview of The Hague Intercountry Adoption Convention", "The International Society of Family Law. 8th World Conference. Families Across the frontiers, 28 June - 2 July 1994", Cardiff.

"La Quinta Conferencia Especializada Interamericana sobre Derecho Internacional Privado (CIDIP-V, México, 1994)", Revista de la Fundación Procuraduría General de la República, Caracas, 1994, No 11, p. 177 à 247.

"Hague Conference on Private International Law. Convention of 29 May 1993 on Protection of Children and Co-Operation in Respect of Intercountry Adoption. Text adopted by the Seventeenth Session and Explanatory Report by G. Parra-Aranguren", La Haye, 1994.

"Informe Explicativo del Convenio del 29 de mayo de 1993 relativo a la protección de los niños y a la cooperación en materia de adopción internacional" (traduit par Alegría Borrás et Cristina González Beilfus), 1995, BFCJPUCV, No 94, p. 111 à 294.

"El Reglamento de Arbitraje de la Comisión de las Naciones Unidas para el Derecho Mercantil Internacional (1976)", BFCJPUCV, 1994, No 93, p. 79 à 126.

"Conflict of Law Aspects of the UNIDROIT Principles of International Commercial Contracts", Tulane Law Review (sous presse).

"El Reglamento de Conciliación de la Comisión de las Naciones Unidas para el Derecho Mercantil Internacional (CNUDMI, 1980)", RFCJPUCV, 1995, No 95, p. 123 à 135.

"La Convención de La Haya de 1993 sobre la Protección del Niño y la Cooperación internacional en materia de Adopción Internacional", "Boletín de la Facultad de

Derecho de la Universidad Nacional de Educación a Distancia", Madrid, 1994,  
No 6, p. 155 à 169.

"La Ley Modelo de Arbitraje Comercial Internacional de la Comisión de las  
Naciones Unidas para el Derecho Mercantil Internacional (CNUDMI, 1985)" (sous  
presse).

"La Nulidad, el Reconocimiento y la Ejecución de los Laudos en la Ley Modelo de  
Arbitraje Comercial de la Comisión de las Naciones Unidas para el Derecho  
Mercantil Internacional (CNUDMI, 1985)" (sous presse).

RANJEVA, Raymond

(Madagascar)

[Original : français]

Né le 31 août 1942 à Antananarivo (Madagascar).

Marié, père de cinq enfants.

Titres universitaires

Agrégé de la faculté de droit et de sciences économiques – section droit public et sciences politiques – Paris (1972).

Doctorat d'État de droit – Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris II (1971).

Diplôme d'études supérieures de doctorat de droit public – Université de Madagascar (1967).

Diplôme d'études supérieures de doctorat de sciences politiques – Université de Paris – faculté de droit et de sciences économiques (1966).

Diplôme de l'École nationale d'administration de Madagascar (1966).

Licence en droit (options droit public et sciences politiques) – Université de Madagascar – Antananarivo (1965).

Baccalauréat en droit – Université de Madagascar – Antananarivo (1963)

Baccalauréat ès lettres classiques et philosophie – Antananarivo (1961).

Distinctions universitaires

Docteur Honoris Causa des Universités de Limoges et de Strasbourg.

Lauréat de l'Université de Madagascar; de l'Association nationale des docteurs en droit; de l'École nationale d'administration de Madagascar.

Stages professionnels et participation à des conférences de formation

Stagiaire auprès des formations contentieuses du Conseil d'État français – Paris (1965-1966).

Auditeur à l'Académie internationale de La Haye – session (1967).

Auditeur au Séminaire de la Commission du droit international – Genève (1968).

Activités professionnelles

Activités universitaires à Madagascar

Recteur de l'Université d'Antananarivo (1988-1990).

Président (doyen) de l'E. E. S. D. E. G. S. (faculté de droit, sciences économiques et de gestion, sciences sociales) (1982-1986, réélu en 1988).

Directeur du Département des sciences juridiques et politiques (1973-1982).

Directeur du Centre d'études de droit public et de science politique (1972-1975)

Professeur de relations internationales et de droit constitutionnel à l'Académie militaire de Madagascar (1973-1974).

Professeur agrégé de l'Université de Madagascar (1972).

Professeur à l'École nationale d'administration de Madagascar (de 1966 jusqu'à sa fermeture en 1971).

Assistant à la faculté de droit et des sciences économiques de l'Université de Madagascar (1966-1972).

Administrateur civil (1966).

Activités universitaires en dehors de Madagascar

Professeur associé à l'Université d'Aix-Marseille III (droit, économie et sciences) (1979, 1981).

Professeur associé à l'Université de Bordeaux I (1983, 1988, 1992-1996).

Professeur associé à l'Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne) (1985).

Professeur associé à l'Université de Paris II et à l'Institut des Hautes Études internationales de Paris (1990).

Professeur visiteur à l'Université de La Réunion.

Professeur visiteur à l'Université nationale de Burundi.

Professeur invité à l'Université libre de Bruxelles.

Directeur du séminaire de recherche francophone à l'Académie du droit international - La Haye (1987).

Membre du jury du Concours d'agrégation du Conseil africain et malgache de l'enseignement supérieur (CAMES) - Ouagadougou (1989).

Président coordonnateur du jury du Concours d'agrégation du Conseil africain et malgache de l'enseignement supérieur (CAMES) - Cotonou (1993).

Membre du Conseil scientifique de l'Agence universitaire francophone (AUPELF-UREF).

#### Activités extra-universitaires

Membre titulaire de l'Académie malgache (1974).

Vice-Président de l'Académie malgache – Président de la section des sciences morales et politiques (1975-1991); Vice-Président honoraire (depuis 1991).

Membre associé de l'Institut du droit international (1995).

Président Directeur général de JURECO : Banque de données juridiques, économiques et financières – organisme d'études et de conseils (1986-1990).

Directeur de publication du journal périodique "Lettre mensuelle de Jureco" (1986-1988).

Membre de la Société québécoise de droit international.

Membre associé de l'Académie des sciences d'outre-mer – Paris (1995).

Membre du Conseil de la Société africaine de droit international et de droit comparé.

Membre du Conseil de la Société française de droit international (depuis 1997).

#### Activités non professionnelles

Membre du Comité national constitutionnel (1975).

Membre fondateur du Comité malgache des droits de l'homme (1971).

Conseiller juridique de la Conférence épiscopale de l'Église catholique à Madagascar (1969-1990).

Secrétaire général de la Société malgache d'études juridiques.

#### Études sur projets

Le régime juridique du schéma directeur urbain de la ville d'Antananarivo – chef de projet PNUD/Madagascar (1984).

La législation alimentaire – chef de projet – Madagascar (1988).

La législation foncière urbaine à Madagascar – projet Banque mondiale – chef de projet (1988).

La coordination des structures et institutions chargées de l'environnement et du développement – FAO/République de Madagascar (1988).

Les paysans sans terre – projet FAO – chef de projet (1988).

Institut national de formation professionnelle – Étude sur la formation professionnelle, projet BIT (1987).

#### Activités internationales

Participation à des négociations diplomatiques bilatérales France/Madagascar.

Participation à des conférences internationales de codification : troisième Conférence des Nations Unies sur le droit humanitaire – Deuxième Commission (espaces maritimes – règlement des différends et clause finale); Comité préparatoire de l’Autorité des fonds marins et du Tribunal international sur le droit de la mer.

Participation à des réunions internationales – Assemblée générale des Nations Unies – trente-troisième session – 1979; quarante-cinquième session – 1990).

Organisation de l’unité africaine, sommets des chefs d’État et des chefs de gouvernement et conseils des ministres.

Sommet des pays non alignés – La Havane (1979).

Sommet des pays francophones (1987).

Diverses rencontres à caractère universitaire : Séminaire sur le droit international humanitaire – Yaoundé (1997); Espace juridique francophone, Kinshasa (1991);

Conférence internationale des facultés de droit et de sciences politiques d’expression française : Vice-Président pour l’Afrique (1987-1991).

#### Activités contentieuses internationales

Conciliation CIRDI : affaire SIDETEX INTERNATIONAL GMBH – Hambourg/République de Madagascar.

Consultant pour Madagascar pour le règlement amiable du transfert à l’État des activités des sociétés Eau-Électricité de Madagascar et Électricité de France (1973).

Cour internationale de Justice : avocat-conseil dans l’affaire du différend frontalier Mali/Burkina Faso (1985).

Membre de la Cour internationale d’arbitrage de la Chambre de commerce internationale – instance chargée d’approuver les projets de sentences arbitrales (depuis 1994).

Membre coopté et arbitre au Tribunal arbitral du sport (depuis 1995).

Activités menées en collaboration avec des organisations internationales à caractère social

UNICEF : Participation au Symposium des intellectuels et artistes africains

- Bamako – avec une intervention sur la stratégie de la participation de la population au développement social à la base (1989);
- Antananarivo – avec une communication sur la Charte internationale des droits de l'enfant, une exigence politique contemporaine (1989).

Principaux travaux

Études et ouvrages

"La succession d'organisations internationales en Afrique", Paris, Pédone, 1976, avec préface de Mme S. Bastid.

"Règlement des différends", Traité du nouveau droit de la mer, Paris Economica – 1985, 1105-1107, sous direction R. J. Dupuy et D. Vignes.

"Commentaires des articles 86-89-90-91", la Charte des Nations Unies, Paris Economica 1985, sous direction J. P. Cot et A. Pellet.

"Le règlement des différends de délimitation maritime", cours donné à Rabat (Maroc) sur invitation de l'Université Laval (Québec, Canada), 1990.

"Droit international public", Paris, Éditions Economica, 1991.

"Les organisations non gouvernementales et la mise en oeuvre du droit international", Recueil des cours de l'Académie de droit international – La Haye, Boston, Londres, 1998.

Articles

"Aspects juridiques originaux de la commune malgache", Revue juridique et politique – Indépendance et coopération, 1968.

"Efficacité et structure de l'entreprise publique à Madagascar", Annales de l'Université de Madagascar, 1973.

"Le fondement du neutralisme et du non-engagement", Bulletin de l'Académie malgache, 1974.

"Les positions de Madagascar à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer. Actes du colloque du soixante-quinzième anniversaire de l'Académie malgache, Antananarivo, 1977.

"Les positions des États africains à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer", Annuaire des pays de l'océan Indien, 1979.

"Problème juridique de l'océan Indien", Revue générale du droit international public, 1981.

"Le fondement de l'obligation juridique dans le droit traditionnel malgache et le droit moderne", Mémoires de l'Académie malgache, 1981.

"L'Afrique et le droit", Actes du colloque de l'Institut diplomatique du Ministère des affaires étrangères à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'Organisation de l'unité africaine, Le Caire, 1988.

"La culture malgache et l'échéance 2000", Bulletin de l'Académie malgache, 1988.

"L'espace scientifique francophone : enjeu et limites", Dakar, 1989, Prospectives francophones.

"Une Cour suprême pour quoi faire?", Colloque sur les cours suprêmes en Afrique, Paris, Economica, 1989.

"La jurisprudence des élections à Madagascar" – Colloque organisé par l'Université de Genève, Antananarivo, édit, Académie malgache, 1988.

"La pensée constitutionnelle du Pandit Jawaharimal Nehru", Bulletin de l'Académie malgache, 1989.

"Prophétie et politique", Mélanges Doyen Fety Michel, Antananarivo, édit. Antso, 1990.

"Morale dans les relations de pouvoir", Colloque des anciens élèves des Instituts d'études politiques, Antananarivo, 1990.

"Démocratie et avenir", Symposium international sur la démocratie, Bicentenaire de l'Assemblée nationale du Québec, 1992.

"Transition démocratique et relations internationales", CERIGOI, publication de l'Université de La Réunion, 1992.

"La Cour internationale de Justice – Voyage à l'intérieur", Publications CERIC, Aix-en-Provence, 1993.

"L'expérience malgache de privatisation", Forum international de Nice, 1993.

"Les enjeux politiques de l'enseignement des sciences sociales à Madagascar", Publications de l'ILAS, Université de Leyde, 1994.

"Libertés et franchises universitaires dans un pays du Sud", Mélanges Mayor, Bruylant, Bruxelles, 1994.

"Réflexions sur les propositions en vue de la constitution d'un mécanisme panafricain de prévention et de règlement des conflits", Mélanges Schermers, Bruylant, Bruxelles, 1994.

"L'environnement, la Cour internationale de Justice et la Chambre spéciale pour les questions d'environnement", Annuaire français de droit international, 1995.

"Souveraineté et Cour internationale de Justice", Harvard International Review, 1995.

"État de droit et développement", Actes du XXIVe Congrès I.D.E.F., Le Caire, Bruylant, Bruxelles, 1995.

"La justice internationale", Annonces de la Seine, Tribunal de commerce de Nanterre, 1995.

"L'Organisation des Nations Unies et les garanties des droits de l'homme", faculté de droit de Bordeaux, 1995, sous presse.

"Droit positif, question juridique et procédure consultative", Mélanges Hubert Thierry, Paris, Pédone, 1996.

"Droit : prévision et règlement des conflits internationaux", États africains au seuil du troisième millénaire (Colloque de Dakar), 1997, sous presse.

"L'Afrique à la Cour internationale de Justice", Mélanges Cadoux, février 1998, sous presse.

"Démocratisation des institutions politiques et Organisation des Nations Unies", Mélanges Boutros Boutros Ghali, Bruylant, Bruxelles, mai 1998.

"La prescription par la Cour internationale de Justice de mesures conservatoires à caractère militaire", Mélanges Bedjaoui, mai 1998, sous presse.

"Quelques observations sur l'intérêt à avoir une juridiction internationale unique", Forum du droit international, mai 1998.

"La problématique de l'universalité des droits de l'homme", octobre 1998, sous presse.

"L'universalité des droits de l'homme et le continent africain", Colloque international de Messine pour le cinquantième anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme, octobre 1998.

#### Conférences

"La monarchie malgache et le droit international", Séminaire de l'UNITAR sur l'Afrique et le droit international, Accra, 1971.

"Les aspects juridiques du nouvel ordre économique international", Séminaire de l'UNITAR, Kinshasa, 1976.

"Madagascar et le concert international", Institut français des relations internationales, Paris, 1984.

"Droit humanitaire et droit international", Colloque jubilaire de la Croix-Rouge internationale organisé par l'Académie malgache, l'Université de Madagascar et la délégation du Comité international de la Croix-Rouge de Nairobi, Antananarivo, 1988.

"Les enjeux du droit international contemporain et les États africains", faculté de droit, Université de Kyoto (Japon), 1989.

"Indépendance du pouvoir judiciaire", allocution de clôture du Colloque international sur le pouvoir judiciaire, Madagascar, mai 1993.

"Le Catharanthus roseus (la pervenche) en droit international", Université de Londres, SOAS, 1996.

"Délinquance économique et financière", Colloque international des juridictions, cours et tribunaux des États de l'océan Indien, Antananarivo, octobre 1996.

"La Cour internationale de Justice et la paix", faculté de droit et de sciences économiques, Université de Limoges, décembre 1996.

"Les potentialités du mode juridictionnel du règlement des différends", Université d'Aix-Marseille, janvier 1997.

"La Cour internationale de Justice et les droits de l'homme", faculté de droit de Bordeaux, 1998.

Enseignements spécialisés : Cours de doctorat (documents miméographiés)

Droit international

"Souveraineté et droit international", Antananarivo, 1973-1974.

"Le nouveau droit international et les enjeux des rapports internationaux", Antananarivo, 1974-1975.

"Le droit des organisations internationales : nouveaux aspects de la démocratisation des relations internationales", Antananarivo, 1975-1976.

"Les nouvelles perspectives du droit de la mer", Aix-en-Provence, 1979.

"Nouvel ordre économique international et droit international public", Antananarivo, 1980.

"Les relations juridiques monétaires internationales", Antananarivo, 1981-1982.

"Les exceptions de compétence nationale", Antananarivo, 1984.

"Le progrès technique et le droit international : télécommunications et droit de la mer", Antananarivo, 1986.

"Les nouvelles techniques de négociation des conventions internationales", Paris II, 1990.

"Le contentieux international", Aix-en-Provence, 1992.

"Le procès international devant la Cour internationale de Justice", Bordeaux, 1993.

"Dimension économique de la réalisation de l'état de droit", Agence de coopération culturelle et technique, 1994.

"Les droits justiciables", Bordeaux, 1994.

"La jurisprudence de la Cour internationale de Justice, interprétation et création du droit", Strasbourg, 1999.

#### Droit constitutionnel

"Les constitutions modernes et le continent africain", Paris I, 1984.

"Droit et droit constitutionnel dans les États africains", Bordeaux, 1983.

"La décision", Antananarivo, 1985.

"Centralisme politique et décentralisation administrative", La Réunion, 1987.

"Politique et régimes démocratiques – droits fondamentaux : programme audiovisuel de formation à distance", Agence francophone pour l'enseignement supérieur et la recherche, 1995.

#### Finances et droit économique

"Droit international et droit national en matière d'investissement", Antananarivo, 1987.

"Analyse financière et juridique des décisions politiques", Antananarivo, 1977-1978.

"La coordination administrative : aspects financiers", Antananarivo, 1985.

WEERAMANTRY, Christopher Gregory

(Sri Lanka)

[Original : anglais]

Données personnelles

Né le 17 novembre 1926 à Colombo (Sri Lanka), marié, cinq enfants, citoyen de Sri Lanka.

Titres universitaires et professionnels

B. A. (avec mention Très bien), LL. B; LL. D (University of London); LL. D. (honoris causa), Université de Colombo.

Membre du barreau (Sri Lanka).

Académicien associé, Académie internationale de droit comparé, Paris.

Fonctions judiciaires

Vice-Président de la Cour internationale de Justice depuis février 1997.

Juge à la Cour internationale de Justice depuis 1991.

Juge à la Cour Suprême de Sri Lanka (1967-1972).

Commissaire aux assises à la Cour suprême de Sri Lanka, 1965-1967.

Activités universitaires

Professeur de droit titulaire de la chaire Sir Hayden Starke, Monash University, Melbourne (Australie) 1972-1991.

Chargé de cours et examinateur au Conseil de l'enseignement du droit, Sri Lanka, 1951-1956.

Arbitrages et participation à des commissions d'enquête

Président de la Nauru Commission of Inquiry 1987-1988 (commission d'enquête indépendante créée par le Gouvernement de Nauru pour examiner notamment la question de la responsabilité en droit international pour la régénération des terres à phosphate de Nauru exploitées jusqu'à épuisement pendant la période où Nauru était sous tutelle internationale).

Membre de tribunaux d'arbitrage ou arbitre unique dans des litiges commerciaux, nationaux ou internationaux.

Ancien membre du Collège d'arbitres, American Association of Arbitrators.

Expérience professionnelle

Pendant 17 ans (1948-1965), avocat à la Cour suprême de Sri Lanka exerçant auprès de tous les tribunaux – première instance, appel admiralty (tribunal maritime) et tribunaux militaires.

Avocat-conseil pendant 18 ans à Victoria (Australie), 1972-1990.

Activités professionnelles comprenant le conseil juridique, des travaux judiciaires et la représentation de gouvernements étrangers devant les tribunaux.

Activités universitaires en tant que professeur invité ou titulaire

Université de Hong Kong, 1989.  
Kirby Hall of Civil Rights, Pennsylvanie, 1985.  
University of Florida, 1984.  
Université de Colombo depuis 1981.  
Université de Papouasie-Nouvelle-Guinée, 1981.  
University of Stellenbosch, 1979.  
Université de Tokyo, 1978.  
Conférences (universités et sociétés savantes) : Botswana, Brésil, Canada, Chine, Fidji, Finlande, Hong Kong, Inde, Italie, Japon, Lesotho, Malaisie, Nauru, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nigéria, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Russie, Singapour, Afrique du Sud, Swaziland, Suède, Suisse, Tonga, Royaume-Uni, République-Unie de Tanzanie, États-Unis d'Amérique, Samoa occidentale, Antilles, Zambie et Zimbabwe. L'Association du barreau de la ville de New York et les universités suivantes ont servi de cadre aux conférences données en Amérique du Nord : Harvard, Columbia, New York, Cornell, Rutgers, Stanford, Berkeley et McGill.

Activités dans le domaine de l'édition (en tant que membre de conseils de rédaction ou consultant)

Sri Lanka Journal of International Law.  
Universal Human Rights, Johns Hopkins University, New York.  
Interdisciplinary Peace Research, La Trobe University, Melbourne.  
Journal of Ceylon Law.  
China Law Reports (Conseil consultatif).  
Asia Pacific Journal of Environmental Law (Conseil consultatif de rédaction).  
Yearbook of International Humanitarian Law (Conseil de recommandation).  
Pacifica Review (Conseil consultatif de rédaction).  
Membre honoraire de l'Advisory Committee of Environmental Law Institute, Washington, D. C.

Publications

Livres

1. Justice Without Frontiers, vol. II : Protecting Human Rights in the Age of Technology, Kluwer Law International, 1998.
2. The Lord's Prayer: Bridge to a Better World, Liguori Publications, 1998. (Actuellement en traduction pour les éditions allemande et espagnole.)
3. Justice Without Frontiers : recueil d'essais sur divers aspects de la notion de justice. Vol. I : Furthering Human Rights, Kluwer Law International, 1997. Préface de Boutros Boutros-Ghali.
4. The Impact of Technology on Human Rights: Global Case-Studies, Presses de l'Université des Nations Unies, 1993 (éditeur) – ouvrage publié à la demande la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies et l'Université des Nations Unies.

5. Nauru: Environmental Damage under International Trusteeship, Oxford University Press, 1992.
6. Human Rights and Scientific and Technological Development, Presses de l'Université des Nations Unies, 1990 – ouvrage publié à la demande de la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies et de l'Université des Nations Unies pour commémorer le quarantième anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme.
7. Islamic Jurisprudence: Some International Perspectives, Macmillans, Londres et St. Martin's Press, New York, 1988 – une étude de la contribution originale de la jurisprudence islamique au droit international.  
  
Préface de M. Hidayatullah, ancien Vice-Président et juge à la Cour suprême de l'Inde; message d'appréciation du Grand Sheikh de l'Université Al-Azhar, Le Caire.
8. Nuclear Weapons and Scientific Responsibility, Longwook Academic, New Hampshire, 1987 – examen des responsabilités incombant aux savants nucléaires dans l'optique du droit international. Préface par le juge Nagendra Singh, ancien Président de la Cour internationale de Justice. Traduit en japonais et publié par Chuo University Press, Tokyo.
9. Law: The Threatened Peripheries, Lake House, Colombo, 1984 – étude des éléments qui, à l'échelon national ou international, mettent en danger la primauté du droit.
10. The Slumbering Sentinels: Law and Human Rights in the Wake of Technology, Penguin, Melbourne, 1983 – l'érosion des droits de l'homme par la technologie moderne à l'échelon international et national.
11. An Invitation to the Law, Butterworths, Melbourne, 1980 – l'étude du droit vue sous un angle interculturel.
12. Apartheid: The Closing Phases? Lantana, Melbourne, 1980 – la structure juridique de l'apartheid et un programme d'action international. Écrit sur l'initiative de M. Bob Hawke, ancien Premier Ministre de l'Australie.
13. Human Rights in Japan, Lantana, Melbourne, 1979 – résultat d'une étude menée en tant que professeur invité de la faculté de droit de l'Université de Tokyo.
14. Equality and Freedom: Some Third World Perspectives, Hansa Publishers, Colombo, 1976 – réflexions, préparées à l'occasion du bicentenaire américain, sur l'égalité et la liberté du point de vue du tiers monde. Paru dans les périodiques Asiaweek et Christian Science Monitor.
15. The Law in Crisis: Bridges of Understanding, Capemoss, Londres, 1975 – pourquoi le droit traverse une crise dans le monde entier et comment les juristes et les non-juristes peuvent faire face à cette crise (préface de Lord Denning).

16. The Law of Contracts, being a Comparative Study of the Roman-Dutch, English and Customary Laws of Contract in Ceylon, deux volumes, H. W. Cave & Co., colombo, 1965 (grade de LL. D de l'Université de Londres).

À paraître

Justice without Frontiers, vol. III, International Law, Kluwer Law International, 1999.

Rapports

A participé à la rédaction du rapport de la Commission d'enquête de Nauru (1987-1988) – 5 volumes (1x + 1 398 p.) et 5 volumes de documents (1 481 p.).

Une partie importante de ce rapport est consacrée aux questions de droit international qui relevaient essentiellement de la compétence du professeur Weeramantry, seul juriste de la Commission.

Exposés, articles publiés et parties d'ouvrages

a) Droit international

"Bouddhisme et droit international", paru dans un *liber amicorum* en l'honneur de Boutros-Boutros Ghali, 1998.

"Some Practical Problems of International Adjudication", exposé présenté dans le cadre d'un colloque organisé pour célébrer le cinquantième anniversaire de la Cour internationale de Justice, Canberra, 1996, 17 Australian Year Book of International Law, 1996.

"The Function of the International Court of Justice in the Development of International Law", 10 Leiden Journal of International Law, 1996.

"The International Court of Justice in the Age of Multiculturalism", Conférence inaugurale à la mémoire de Nagendra Singh, 36 Indian Journal of International Law, 1996.

"On Earth as it is in Heaven: A Vision of World Order for the 21st Century", Conférence sur Martin Luther King, 1995, 2 Tulsa Journal of Comparative and International Law, 1995.

"Expanding the Potential of the World Court" paru dans Perspectives on International Law, Jasentuliyana (éd.), liber amicorum en l'honneur de Manfred Lachs, 1995.

"The World Court: Its Conception, Constitution and Contribution", Inaugural Governor's Forum, Melbourne (Australie), 20 Monash University Law Review, 1994.

"The Contribution of Judge Nagendra Singh to International Law" 63 Australian Law Journal, 1989.

- "The Non-Aligned Movement: Some issues for Consideration" 42 Pakistan Horizon, Journal of the Pakistan Institute of International Affairs, 1989.
- "UN Declaration of Scientific responsibility in Relation to Nuclear Weapons" Encyclopaedia of Social Inventions, Londres, 1989
- "The Law, Nuclear Weapons and the Real World" dans les actes de la première Convention mondiale des juristes contre les armes nucléaires, La Haye, 1989.
- "International Arbitration under the UNCITRAL Rules" dans Proceedings of the Regional Seminar on International Arbitration, Kuala Lumpur, 1989.
- "Emerging Dimensions of Sovereignty in International Law", World Order Models Project/Académie soviétique des sciences, 1988.
- "The International Court of Justice", interview dans G. Sturgess and P. Chubb, Judging the World: Law & Politics in the World's Leading Courts, Butterworths, 1988.
- "Traffic in Armaments: A Blind Spot in Human Rights and International Law" Development Dialogue, 1987 (Journal of the Dag Hammarskjöld Institute, Suède).
- "Cultural and Ideological Pluralism in Contemporary International Public Law", dans Law and Australian Legal Thinking in the 1980's éd. Alice Tay, 1986.
- "Nuclear Holocaust" – articles parus dans Indian Express, New Delhi, 6 et 7 janvier 1986.
- "The Utilization of Nuclear Energy and International Law", critique d'un livre dans la Monash University Law Review, juin 1986.
- "The Right to Development" 25 Indian Journal of International Law, 1985.
- "The Right to Self-determination" dans Prospects for the Establishment of an Intergovernmental Human Rights Commission in the South Pacific, Law Asia 1985.
- "Illegality of Nuclear Weapons in International Law", 27 Journal of the Indian Law Institute, 1985.
- "Strengthening International Law and Treaties, Particularly in Relation to Disarmament" dans The Security of Australia in Search of Peace, United Nations Association of Australia, 1983.
- "Some Legal Implications of Nuclear Technology" 7 Habitat Australia, 1979.
- b) Droits de l'homme
- "The Right to Know: Freedom of Information as a Human Right", Conférence sur le droit du Commonwealth, Chypre, 1993.
- "Introducing Human Rights to the Younger Generation", UNESCO, Pays-Bas, 1993.

"The Teaching of Human Rights", Sri Lanka Journal of International Law, 1989.

"Traffic in Armaments: The Human Rights Dimension", 27 Indian Journal of International Law, 1987.

"Environmental Rights, Science, Law and the Citizen", Breakthrough, NY, 1989.

"The Social Responsibilities of Engineers", Journal of the Australian Association of Electrical Engineers, 1987.

"Media Monopolies and their Threat", The Age Monthly Review, Melbourne, mars 1987.

"Science, Technology and Human Rights", 13 Indian International Centre Quarterly, 1986.

"Collectivism v. Individualism: The Australia Card Debate", The Age Monthly Review, Melbourne, 1986.

"Peace: Options for the Church", The Advocate, Melbourne, 22 mai 1986.

"Future Technology and the Scientific Ethic", Paper No. 10, Commission for the Future, Australia, 1985.

"Genetic Engineering and Counselling", Actes du Congrès mondial de droit et de médecine, New Delhi, 1985. Keynote Address.

"Consent to the Medical Treatment of Minors and Intellectually Handicapped Persons" (en collaboration avec F. Di Giandomasso), Australian Research Grants Scheme, 1983 (vi + 116 p.)

International Human Rights: Some Islamic Perspectives, publié par Moors Islamic Cultural Home, Colombo (ii + 39 p.)

"National and Transnational Systems as Denigrators of Human Rights", paru dans Tay, Connelly & O'Connor (éd.) Teaching Human Rights, UNESCO, Canberra, 1981.

"Human Rights and the UNU Programme", publié dans United Nations University Newsletter, vol. 4, No 1 (avril 1980).

"Civil Liberties in Japan", contribution à l'Encyclopaedia of Japan, publiée par Kodansha, Tokyo/New York, 1980.

"Human Rights in Japan: Some Protections and Problems" (avec L. W. Beer), 1 Universal Human Rights, New York, 1979.

"Some impacts of Computers on Democratic Forms of Government", Conférence nationale sur l'informatique, Australie, 1977.

"Some Legals Aspects of Torture", document d'information de la Conférence internationale de Paris sur la torture, Amnesty International, 1973.

"Technology and Human Rights", Journal of the Sri Lanka Law College, 1984.

"Law and the Common Man", discours prononcé devant le barreau de Jaffna, publié par l'Association du barreau de Jaffna, Sri Lanka, 1970 (53 p.).

c) Tiers monde

"The Quest for Congruence Between Culture and Legal Systems in Recently Liberated Societies", 67 Washington University Law Quarterly, 1987.

"Issues of Equality in the Third World" dans Marasinghe and Conklin (éd.) Essays on Third World Perspectives in Jurisprudence, Butterworths, 1983.

"Jurisprudence in the Third World Law School: A Blueprint", 10 Melanesian Law Journal, 1982.

"The role of the Lawyer in Papua New Guinea", 14 Melanesian Law Journal, 1986.

"Third World: Independence was only a Start", Christian Science Monitor, Boston, 17 février 1978.

"Freedom and Equality in the Third World", série en trois parties publiée dans Asia Week, Hong Kong, juillet 1977.

"Fundamental Perspectives on Equality and Freedom", dans IX Archives for Philosophy of Law and Social Philosophy, Wiesbaden, 1976.

d) Apartheid

"The Constitutional Reconstruction of South Africa: Some Essential Safeguards", 3 Lesotho Law Journal, 1987.

"Some Observations on Apartheid", série en trois parties publiée dans The Age, Melbourne, et le Brisbane Courier, 1980.

e) Fonction judiciaire

"Some Differences between International and Domestic Adjudication", dans un liber amicorum en l'honneur du professeur Nadaraja, Université de Colombo, 1997.

"The Importance of Philosophical Perspectives to the Judicial Process", 6 Connecticut Journal of International Law, 1991.

"Judicial Reasoning under the Common Law", Actes de la Conférence sur le droit du Commonwealth, Auckland, 1990.

"The Quality of Murphy, évaluation des travaux de M. Murphy, juge à la Haute Cour de justice d'Australie, Law Institute Journal, Victoria, 1987.

"The Expanding Canvas", 1 Aquinas University Law Journal, 1972.

f) Enseignement du droit et recherche juridique

"Value of European Culture in Non-Western Legal Education", Journal of the Colombo University Faculty of Law, 1987.

"Towards More Purposeful Legal Research", dans Special Silver Jubilee Commemorative Volume on Legal Research and Methodology, Indian Law Institute, 1983.

"Legal Education for the Age of Technology: A Plea for an Interdisciplinary Perspective", dans Blackshield (éd.) Legal Change: Essays in Honour of Julius Stone, Butterworths, 1982.

"A View on Legal Studies", The Legal Scribe, The Law Institute of Victoria, 1982.

"The Functions of Law in Australian Society", dans Civilisation and the Law, éd. Nick Thornton, Australian Broadcasting Commission, 1981.

"Law as a Cultural Discipline", 4 Recent Law, New Zealand, 1978.

"The Advantages and Disadvantages to a University of Training for the Elite Professions", Journal of Association of Australian University Colleges, 1978.

"Shakespeare and the Lawyers", critique d'un livre dans le Monash University Law Review, 1975.

"The Legal Profession in Greece and Rome", Palma, Journal of the Classical Association of Ceylon, numéro spécial trente-cinquième anniversaire, 1972.

"The Loom of Language", 2 Journal of Ceylon Law, 1971.

g) Sri Lanka

"Indo Sri Lankan Relations: A Study of Present Problems in the Light of International Law", Overseas Sri Lankans Organisation for National Unity, 1987 (35 p.).

"The Constitutional Implications of 25 june 1986 for the Devolution of Power to Provincial Councils", Overseas Sri Lankans Organisation for National Unity, 1986 (20 p.).

"A New Human Rights Dispensation for Sri Lanka – One of the Paths to the Solution of the Communal Conflict" Overseas Sri Lanka Journal, printemps 1985.

"The Role of the Academic in Developing Societies". Allocution prononcée à la cérémonie de remise des diplômes de l'Université de Colombo, 1983 (43 p.).

"Contractual Remedies in Sri Lanka", in Contractual Remedies in Asian Countries, Indian Law Institute, New Delhi, 1975.

"The Reception and Development of the Roman Dutch Law in Sri Lanka", 1 Lesotho Law Journal, 1985.

"A Plea for National Unity and an Undivided Sri Lanka", Overseas Sri Lankans Organisation for National Unity, 1983 (publié par le Gouvernement sri-lankais et distribué à l'étranger (49 p.)). Cet article a été reproduit également par de nombreuses organisations tant à Sri Lanka qu'à l'étranger et dans 5 New Ceylon Writing, 1984, Yasmin Guneratne (éd.).

#### Activités relatives à l'Organisation des Nations Unies

1989 – Atelier de l'Université des Nations Unies tenu à Utrecht en association avec l'Institut des Pays-Bas pour les droits de l'homme sur le thème "Science, technique et droits de l'homme".

1988-1990 – Éditeur de l'Étude en deux volumes sur la science, la technique et les droits de l'homme, publiée par l'Université des Nations Unies et la Commission des droits de l'homme de l'ONU.

1988 – Membre d'un groupe de trois experts des droits de l'homme (un pour les pays occidentaux, un pour les pays communistes et un pour les pays du tiers monde) choisis par la Commission des droits de l'homme de l'ONU (Genève) pour tenir au Palais des Nations à Genève un séminaire à l'intention de 40 pays portant sur l'enseignement des droits de l'homme à l'échelle mondiale, à l'occasion du quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. A présenté un document de base (UN Paper/HR/Geneva/1988/BP.2/8-1-88) destiné à la Conférence et publié par l'ONU dans toutes les langues officielles.

1987 – Membre du Comité directeur du projet de l'Université des Nations Unies sur la technologie au service des droits de l'homme.

1985 – Conférencier invité pour SCOPE/ENUWAR/UNU (Comité scientifique sur les problèmes relatifs à l'environnement et les conséquences écologiques de la guerre nucléaire/Université des Nations Unies). Conférence internationale sur le danger nucléaire, Tokyo.

1984 – Vice-Président, Séminaire des Nations Unies sur le statut juridique du régime d'apartheid, Lagos (en association avec le Gouvernement nigérian).

1982 – Équipe de travail de l'Université des Nations Unies sur le futur programme de l'Université en matière de droits de l'homme.

1981 – A contribué au volume de l'UNESCO intitulé "Teaching Human Rights".

1980 – A participé au Séminaire de l'UNESCO sur l'enseignement des droits de l'homme, Canberra.

1980 – "Human Rights and the UN University Programme", United Nations University Newsletter, vol. 4, No 1.

1979 – Membre de l'Équipe de travail de l'Université des Nations Unies sur les droits de l'homme, Tokyo.

1979 – Conférencier invité à l'Institut pour les Nations Unies et l'Extrême-Orient, Tokyo.

Autres séminaires et conférences internationales dans le cadre desquels le professeur Weeranantry a pris la parole

Cambridge, Massachusetts, 1998 – European Law Research Center, Harvard University: "International Law: A Vision for the Next Century".

Brooklyn, 1998 – Colloque sur les droits de l'homme organisé dans le cadre du cinquantième anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme : "Human Rights and the Challenges of Global Markets".

Florence, 1998 – Conférence, Academy of European Law, "Multicultural Approaches to Environmental Law and Sustainable Development".

Le Cap, 1998 – Discours inaugural prononcé lors d'un séminaire organisé à l'occasion du cinquantième anniversaire de la Cour internationale de Justice : "Africa and the International Court of Justice".

Colombo, 1998 – Discours inaugural prononcé lors de la conférence annuelle de l'Association du barreau sri-lankais : "The Lawyer in the Next Millenium".

Washington, 1997 – Conférence de la Banque mondiale sur le développement écologiquement et socialement durable : "The Role of the Law in the Promotion of Sustainable Development".

La Haye, 1997 – Conférence de La Haye sur le droit international privé : "The Interaction between Private International Law and Public International Law".

Colombo, 1997 – Discours inaugural prononcé dans le cadre du colloque du PNUE/Programme de coopération dans le domaine de l'environnement pour l'Asie du Sud : "The Role of the Judiciary in the Development of Environmental Law".

Londres, 1996 – Institute of Advanced Legal Studies, University of London : "International Law and Sustainable Development".

La Haye, 1996 – Conférence à l'occasion du cinquantième anniversaire de la Cour internationale de Justice : "The Contribution of the International Court of Justice to the Development of Environmental Law".

New Delhi, 1996 – Séminaire régional organisé par le Comité consultatif juridique afro-asiatique à l'occasion du cinquantième anniversaire de la Cour internationale de Justice; discours inaugural sur le thème "The International Court of Justice: Trends and Prospects".

New Delhi, 1996 – Conférence inaugurale à la mémoire de Nagendra Singh : "The International Court of Justice in the Age of Multiculturalism".

Autriche, 1995 – Programme de bourses de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche en matière de maintien de la paix et de diplomatie préventive : "The Role of the International Court of Justice in Peacemaking and Preventive Diplomacy".

Cambridge, Massachusetts, 1995 – Harvard University, conférencier d'honneur, Colloque sur le système des Nations Unies : "The World Court: International Law and International Justice – Prospects in a New World Order".

Floride, 1995 – Conférence, University of Florida : "The New Mission of the Legal Profession in South Africa".

Tulsa, 1995 – Conférence sur Martin Luther King, Université de Tulsa : "On Earth as it is in Heaven: A Vision of World Order for the 21st Century".

Denver, Colorado, 1994 – Conférence (Myres S. McDougal), University of Denver: "Conception, Constitution and Contribution of the International Court of Justice".

Johannesburg, 1994 – Conférence de la National Association of Democratic Lawyers, discours inaugural : "The Role of Lawyers in a New Legal Order".

Colombo, 1994 – Conférence (Inaugural Fernando Memorial Lecture): "The Constancy of the Judicial Obligation".

Roermond, Pays-Bas, 1993 – Intervention dans le cadre de la conférence de l'UNESCO : "Introducing Human Rights to the Younger Generation".

La Haye, 1993 – Conférence commune de l'American Society of International Law et de la Dutch Society of International Law.

Kuala Lumpur, 1991 – "Does International Law Matter?", Conférence inaugurale en l'honneur du Premier Ministre Tun Hussein Onn.

Auckland, 1990 – Commonwealth Law Conference.

Beijing, 1990 – Conférence de la paix mondiale par le droit sur le droit mondial.

Kuala Lumpur, 1989 – Conférence régionale sur l'arbitrage international en application du règlement d'arbitrage de la CNUDCI.

Organisation des Nations Unies, New York, 1989 – Conférence au Dag Hammarskjöld Auditorium, Organisation des Nations Unies, New York, sur la contribution de l'Islam au droit international.

Ottawa, 1989 – Séminaire sur les droits de l'homme, à l'intention des fonctionnaires du Département d'État du Canada.

Amsterdam, 1989 – Premier Congrès mondial de l'International Association of Lawyers Against Nuclear Arms.

Karachi, 1989 – Congrès musulman mondial de Karachi, Journée internationale de la paix.

Montréal, 1989 – Septième Congrès mondial sur l'éducation comparée, Montréal, Canada.

Moscou, 1988 – Séminaire international sur la future civilisation mondiale, organisé conjointement par l'Académie soviétique des sciences et l'American World Order Models Project, New York.

Stockholm, 1988 – International Association of Lawyers Against Nuclear Arms, séance inaugurale.

Denver, Colorado, 1988 – Séminaire international sur l'environnement et le droit international, organisé conjointement par l'American Society of International Law, la University of Denver et le Colorado Council of International Organizations.

New York, 1987 – Première conférence internationale conjointe américano-soviétique sur les armes nucléaires et le droit international, sous l'égide du Procureur général de l'Union soviétique et du Lawyers' Committee on Nuclear Policy, New York.

Colombo, 1987 – Conférence internationale sur l'arbitrage commercial, Centre régional de Colombo pour l'arbitrage.

Sydney et Melbourne, 1986 – Congrès mondial de l'Académie internationale de droit comparé.

Tokyo, 1985 – Réunion de l'Association des savants japonais pour célébrer le quarantième anniversaire d'Hiroshima. Tournée au Japon en tant qu'invité de l'Association, comprenant des allocutions devant diverses associations régionales de savants japonais.

Genève 1985 – Colloque du Groupe de Bellerive convoqué par le Prince Sadruddin Aga Khan pour mettre au point des directives visant à assurer le respect du Traité de non-prolifération des armes nucléaires.

New Dehli, 1985 – Congrès mondial sur le droit et la médecine.

Suva, 1985 – Séminaire asiatique de droit sur la création d'un cadre régional des droits de l'homme pour le Pacifique.

Brasilia, 1984 – Allocution lors d'une cérémonie d'admission au barreau de juristes brésiliens.

Lesotho, 1984 – Séminaire international sur l'avenir du droit romano-hollandais.

Lagos, 1984 – Séminaire international sur les incidences du régime d'apartheid du point de vue du droit international convoqué par le Centre des Nations Unies contre l'apartheid et le Gouvernement nigérian.

Gaborone, 1983 – Conférence à l'Université du Botswana, "The Legal Structure and Alleged Ideological Justifications Underlying Apartheid".

Dar es-Salaam, 1983 – Allocution et émissions radiophoniques sur les aspects juridiques de l'apartheid, sous les auspices du Ministère de la justice de la République-Unie de Tanzanie.

Nuku'alofa, 1983 – Allocution prononcée à l'Université d'Ataneo, Tonga, "The International Position of the Small Island States of the Pacific".

Suva, 1983 – Conférence prononcée devant le barreau de Fidji sur le thème "Un océan Pacifique exempt d'armes nucléaires".

Melbourne, 1982 – Quatrième Conférence biennale sur la modernisation du droit en Asie.

Rome, 1978 – A participé à la conférence marquant le dixième anniversaire du Club de Rome.

Sydney, 1977 – Congrès mondial sur la philosophie du droit et la philosophie sociale.

St. Louis, Missouri, 1976 – Congrès mondial sur l'égalité et la liberté marquant le bicentenaire des États-Unis d'Amérique au cours duquel trois grands exposés ont été faits en séance plénière, présentant les points de vue de l'Occident, des pays communistes et du tiers monde; le professeur Weeramantry a présenté l'exposé sur le tiers monde.

Melbourne, 1976 et 1978 – Australian Broadcasting Corporation (Programme réservé à des invités d'honneur).

Melbourne, 1971 – Convention biennale du Law Council of Australia, Melbourne (invité d'honneur).

Montréal, 1968 – Conférencier invité à la McGill University.

États-Unis, 1968 – Tournée de conférences dans les facultés de droit de Harvard, Columbia, New York, Stanford et Berkeley.

New York, 1968 – Allocution prononcée devant l'Association des avocats inscrits au barreau de New York.

#### Opinions individuelles et dissidentes à la Cour internationale de Justice

Sentences arbitrales du 31 juillet 1989, Recueil des arrêts de la Cour internationale de Justice 1991, p. 130 à 174.

Questions d'interprétation et d'application de la Convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni), mesures conservatoires, Recueil des arrêts de la Cour internationale de Justice 1992, p. 50 à 71.

Questions d'interprétation et d'application de la Convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. États-Unis d'Amérique), mesures conservatoires, Recueil des arrêts de la Cour internationale de Justice 1992, p. 160 à 181.

Affaire de la délimitation maritime dans la région située entre le Groenland et Jan Mayen (Danemark c. Norvège), Recueil des arrêts de la Cour internationale de Justice 1993, p. 211 à 279.

Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, nouvelles demandes en indication de mesures conservatoires, Recueil des arrêts de la Cour internationale de Justice 1993, p. 370 à 389.

Timor oriental (Portugal c. Australie), Recueil des arrêts de la Cour internationale de Justice 1995, p. 139 à 223.

Demande d'examen de la situation au titre du paragraphe 63 de l'arrêt de la Cour du 20 décembre 1974 en l'affaire des essais nucléaires (Australie c. France), Recueil des arrêts de la Cour internationale de Justice 1995, p. 317 à 362.

Affaire de la frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria, mesures conservatoires, Recueil des arrêts de la Cour internationale de Justice 1996, p. 31, déclaration commune de MM. Shi et Vereshchetin.

Licéité de l'utilisation des armes nucléaires par un État dans un conflit armé, avis consultatif, Recueil des arrêts de la Cour internationale de Justice 1996, p. 101 à 171.

Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires, avis consultatif, Recueil des arrêts de la Cour internationale de Justice 1996, p. 429 à 555.

Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, exceptions préliminaires, Recueil des arrêts de la Cour internationale de Justice 1996, p. 640 à 655.

Projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie/Slovaquie), Recueil des arrêts de la Cour internationale de Justice 1997, p. 88 à 119.

Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, demandes reconventionnelles, Recueil des arrêts de la Cour internationale de Justice 1997.

Affaire de la frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria, exceptions préliminaires, Recueil des arrêts de la Cour internationale de Justice 1998.

Affaire de la compétence en matière de pêcheries (Espagne c. Canada), Recueil des arrêts de la Cour internationale de Justice 1998.

A exercé la présidence (en vertu de l'article 32 1) du Règlement de la Cour)  
pour les affaires suivantes :

Affaire des plates-formes pétrolières (République islamique d'Iran c. États-Unis  
d'Amérique).

Questions d'interprétation et d'application de la Convention de Montréal de 1971  
résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne  
c. Royaume-Uni).

Questions d'interprétation et d'application de la Convention de Montréal de 1971  
résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne  
c. États-Unis d'Amérique).

Affaire relative à la Convention de Vienne sur les relations consulaires  
(Paraguay c. États-Unis d'Amérique).

#### Activités relatives à la Cour internationale de Justice

a) Organisation, en collaboration avec l'Institut des Nations Unies pour  
la formation et la recherche, d'un colloque à l'occasion du cinquantième  
anniversaire de la Cour. Le colloque a réuni les juges et les plus éminents  
spécialistes de la Cour, ainsi que les conseillers juridiques de divers  
ministères des affaires étrangères et a donné le jour à un ouvrage intitulé  
Increasing the Effectiveness of the International Court of Justice (Connie Peck  
et Roy S. Lee (éd.), 542 pages), publié par Kluwer Law International;

b) M. Weeramantry est à l'origine de la publication d'un ouvrage pour le  
cinquantième anniversaire de la Cour internationale de Justice intitulé The  
International Court of Justice: 1946-1996, dont l'auteur est A. Eyffinger;

c) Organisation de séminaires régionaux à l'occasion du cinquantième  
anniversaire de la Cour en Australie (Canberra), en Asie (New Delhi), aux  
États-Unis d'Amérique (Denver, Colorado), et en Afrique (Le Cap).

#### Distinctions

Ordre de Deshamanya (Sri Lanka).

Prix Mohamed Sahabdeen pour la compréhension internationale dans la région  
de l'Association sud-asiatique de coopération régionale, 1993.

-----